

# QUI GOUVERNERA LA FRANCE ? (suite de la page 1)

du P.C., ce qui favorise à l'extrême la réalisation du front unique.

Au congrès du M.R.P., des appels ont été adressés aux socialistes. Dans le P.S., il ne manque pas de leaders désireux de pouvoir répondre à de tels appels, mais la question de la laïcité vient s'interposer. Un Pineau organise une équipe qui veut préparer un programme et espère être le gouvernement d'après les élections.

Mais, dans le camp bourgeois, la décision dépend avant tout de ce que décidera le Congrès radical en octobre prochain ; d'où la violence du dernier congrès pour s'emparer de la machine administrative de ce parti. Si Mendès-France l'emportait, il offrirait aux socialistes une alliance sur un programme, accélérant la concentration de l'économie française, s'efforçant de diviser les intérêts des diverses couches de travailleurs, et tendant à enlever 2 ou 3 millions d'électeurs au P.C. Sur ce dernier point, comme sur les autres, son projet est utopique : le capitalisme français est bien malade dans un monde capitaliste bien malade, il n'a ni la force ni le temps pour procéder à de profondes réformes qui donneraient un nouveau regain à la social-démocratie dans notre pays.

Dans le meilleur des cas pour elle, la bourgeoisie gagne du temps. Elle n'est pas forte du tout, mais ses hommes politiques se démènent ; certains font preuve d'initiative et prolongent son agonie. Jusqu'à présent, ils ont eu la partie assez belle, du fait que les partis et organisations ouvrières de masse ont des directions sans perspectives et sans volonté.

\*  
\*\*

**A** la fin du mois de juin se tiendra le congrès du P.S. Nous verrons si le courant pour l'unité d'action avec le P.C., qui s'est manifesté depuis un certain temps avec un peu de netteté, s'exprime. Si la situation des masses et la politique réactionnaire œuvrent dans le sens de l'unité d'action, la résistance opiniâtre de la direction socialiste à celle-ci est encore favorisée par la politique de la direction communiste.

Mais celle-ci vient de faire un tournant. Au lieu de dire qu'il faut changer la politique extérieure pour pouvoir obtenir satisfaction sur les revendications, elle dit qu'il faut vaincre sur les revendications pour pouvoir obtenir un changement de politique extérieure. Au lieu des appels aux « bons Français », elle insiste sur les appels aux organisations socialistes. Cela est vrai et, si limité que soit encore ce tournant, il a contribué à changer un peu l'atmosphère dans le mouvement ouvrier. Il a fallu le complet échec de l'ancienne politique pour que la direction du P.C. songe à une autre politique qu'il n'était pas besoin d'être sorcier pour découvrir.

Mais elle aborde le front unique d'une manière incertaine et sans audace. Sous prétexte de ne pas permettre au P.S. de s'y refuser, elle ne met en avant que des revendications limitées, fragmentaires. *Au moment où toutes les formations politiques dans le pays font face à la question du gouvernement, le P.C. est le seul parti qui ne dit rien sur ce point.*

Toute l'affaire est théorisée par Thorez qui parle du socialisme pour un avenir indéterminé, mais reste dans le vague quant à l'avenir le plus immédiat.

Dans le cours de la discussion pour le Congrès de la C.G.T., les responsables syndicaux du P.C., Frachon, Marcel Paul, ont dit : « Maintenant on ne peut songer à une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, et il ne peut être question de collaboration de classe. » Observons en passant qu'ils condamnent la collaboration de classe pour l'immédiat, mais pas celle qu'ils ont faite dans le passé (notamment au lendemain de la guerre) ni qu'ils renoncent à la faire à l'avenir si l'occasion s'en présentait.

Mais, voyons l'autre point : ils ne veulent pas songer à une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, parce que le « rapport des forces » n'est, à leur avis, pas favorable.

Le rapport des forces n'est pas favorable ? Mais ne rappellent-ils pas fréquemment que le P.C. est le « premier parti de France », que la C.G.T. recueille de 60 à 70 % des voix dans les entreprises ? Ne se targuent-ils pas des nombreuses sympathies qui existent dans les classes moyennes des villes et des campagnes pour le P.C. ?

Que leur faut-il de plus pour améliorer le « rapport des forces » ? Il ne faut pas espérer pouvoir mordre bien davantage soit sur les couches arriérées du prolétariat soit sur les couches moyennes qui suivent le P.S. Dans ce cas, renoncent-ils à la lutte pour le pouvoir ? Il en est vraiment ainsi, puisque — avec une telle structure politique du pays et les ouvriers occupant les entreprises et étant armés — le rapport des forces n'était pas encore, selon eux, favorable.

Mais le nombre grandit des militants communistes qui pensent autrement, qui pensent que les occasions ont été manquées et qui veulent en éviter le renouvellement. Marty vient de dire clairement sur ce point ce que pensent confusément un très grand nombre de communistes et d'ouvriers révolutionnaires.

Le front unique sur des revendications limitées seulement, après une première impulsion résultant du changement de politique, ne pourra mener loin. Le front unique qui ne s'étend pas à un programme d'ensemble pour un gouvernement du front unique P.C.-P.S. n'aura que des effets limités inadéquats avec les nécessités de la situation.

*Si le Parti socialiste, sur sa gauche, n'est pas harselé par une*

*politique de front unique du P.C., pour conduire à un gouvernement P.C.-P.S., les appels d'un Mendès-France auront d'autant plus d'effet sur sa droite. Les manœuvres parlementaires auront le champ libre tandis que les militants socialistes de base n'auront pas de point d'appui pour leur lutte.*

La bourgeoisie ne sait pas dissimuler sa peur quand communistes et socialistes s'entendent pour faire élire un quelconque conseiller général. Que serait-ce si P.C. et P.S. s'entendaient avec la prétention de gouverner le pays ? L'enthousiasme des masses serait si grand, le rapport des forces serait si manifeste, qu'aucune force ne pourrait y résister.

Pour libérer le pays des trusts, pour aider les peuples colonisés à se libérer, pour mettre fin à une politique de misère et de préparation à la guerre, les travailleurs bousculeront des directions sans vigueur et sans courage, imposeront le front unique des grandes organisations politiques et syndicales, réalisant un programme de défense des intérêts des masses, de construction de la société socialiste.

## Une mise au point du P. C. 1.

*Texte intégral de la lettre adressée par notre section à l'hebdomadaire « France Observateur »*

En réponse à la lettre d'un groupe de militants algériens parue dans le dernier numéro de *France-Observateur*, P. Frank et A. Duret, en tant que porteparole de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale en France qui publie le journal *La Vérité des Travailleurs* désirent faire la mise au point suivante :

1°) On ne peut que regretter les déplorables incidents qui se sont produits le 1<sup>er</sup> Mai à Vincennes. Leur origine réelle ne peut être recherchée que dans le soutien notoirement insuffisant du peuple algérien, de la part des grandes organisations ouvrières de la métropole. La responsabilité de ces incidents incombe entièrement aux dirigeants de la C.G.T. qui se devaient de réserver une place d'honneur aux travailleurs algériens à la pointe du combat commun et d'accorder la parole à l'orateur de leur choix. Imposer sous des prétextes futiles à ces travailleurs, par ailleurs victimes d'élections préfabriquées et d'incessantes brimades, un orateur qui n'avait pas leur agrément, était pire que de leur refuser la parole. C'était jouer sur les dissensions intérieures du Mouvement National Algérien et dénier au M.T.L.D. de Messali Hadj sa qualité de représentant authentique des grandes masses algériennes. Toutes choses intolérables qui ne pouvaient que

révolter les manifestants algériens et susciter leur méfiance envers le mouvement ouvrier français.

2°) L'organisation représentative des Trotskyistes est convaincue qu'il ne peut y avoir de salut pour les travailleurs algériens en dehors d'une étroite union avec le mouvement ouvrier français personnifié par ses grandes formations politiques et syndicales. Les dirigeants algériens doivent se persuader du désir profond et sincère de la grande majorité des travailleurs français de faire bénéficier la cause du peuple algérien du soutien actif et massif qu'il est en droit d'attendre du prolétariat de la métropole. Cette volonté de la base finira par prévaloir en dépit des réticences et manœuvres diverses des sommets.

3°) Notre mouvement, s'il a formulé comme il en avait le droit son interprétation des dissensions dont souffre le nationalisme algérien s'est gardé strictement par contre de s'immiscer dans ses affaires intérieures. L'idée de se servir du mouvement national comme masse de manœuvre pour régler les divergences qui nous séparent d'autres formations politiques est totalement étrangère à nos principes. Elle ne saurait venir à l'esprit d'un mouvement véritablement révolutionnaire ou de tout militant responsable de ses actes.

## L'AFFAIRE MARTY

d'André Marty

publiée aux « Éditions des 2 Rives »

Envoyez vos commandes au

SERVICE D'EDITIONS ET LIBRAIRIE

« LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS »

94, rue de de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup> — C.C.P. 6965-68, Paris